

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

23 AU 29 MARS 1995

N° 992

10,00 F

SI LES ÉLECTIONS POUVAIENT CHANGER LA VIE,
IL Y A LONGTEMPS QU'ELLES SERAIENT INTERDITES

PAS UNE VOIX POUR LES MARCHANDS D'ILLUSIONS

LES ANARCHISTES n'attendent pas le résultat des enquêtes menées par les juges d'instruction chargés d'élucider les malversations de nos politiciens actuels. Depuis que le Pouvoir d'Etat existe, les dirigeants politiques n'ont fait que s'enrichir frauduleusement aux dépens des peuples qu'ils plongeaient dans la misère, l'exploitation et la répression.

Cela continue et explique que chaque jour 40 000 enfants meurent de faim et que tant d'autres succombent sous la mitraille conjuguée d'Etats soucieux de s'accaparer les richesses de la terre sans tenir compte des vies humaines qu'ils jugent être leurs esclaves.

Cela explique aussi le fait que près de six ou sept millions de personnes vivent, en France, sous le seuil de pauvreté alors que les juges s'occupent à démolir des escroqueries politico-industrielles s'élevant à des milliards de francs.

Voilà pourquoi les anarchistes maintiennent leurs positions anti-électorales par défiance du Pouvoir, qui entraîne toujours l'abus de pouvoir, le mensonge, le crime politique et la corruption.

Certains reprochent aux anarchistes de laisser monter les voix de l'extrême droite par leur abstention électorale. Ces personnes devraient plutôt se demander quel vice de forme

ronge les soit-disantes démocraties qui permettent aux partis fascistes de gagner parfois les élections. Partis fascistes, qui, une fois au pouvoir, balaient littéralement tous les droits sociaux acquis par les luttes ouvrières et intellectuelles depuis la moitié du dix-neuvième siècle. Acquis sociaux que les autres formations politiques grignotent également aujourd'hui par le vote de lois restrictives. Ces personnes oublient également la place qu'occupèrent les anarchistes et notamment les anarcho-syndicalistes espagnols dans la résistance face à la barbarie hitléro-pétainiste. Une preuve parmi tant d'autres que le fascisme ne se combattra pas par les urnes mais dans la rue des villes, des villages et dans les maquis.

Les anarchistes restent présents dans la vie sociale, dans le mouvement critique des idées qui tentent d'harmoniser ce

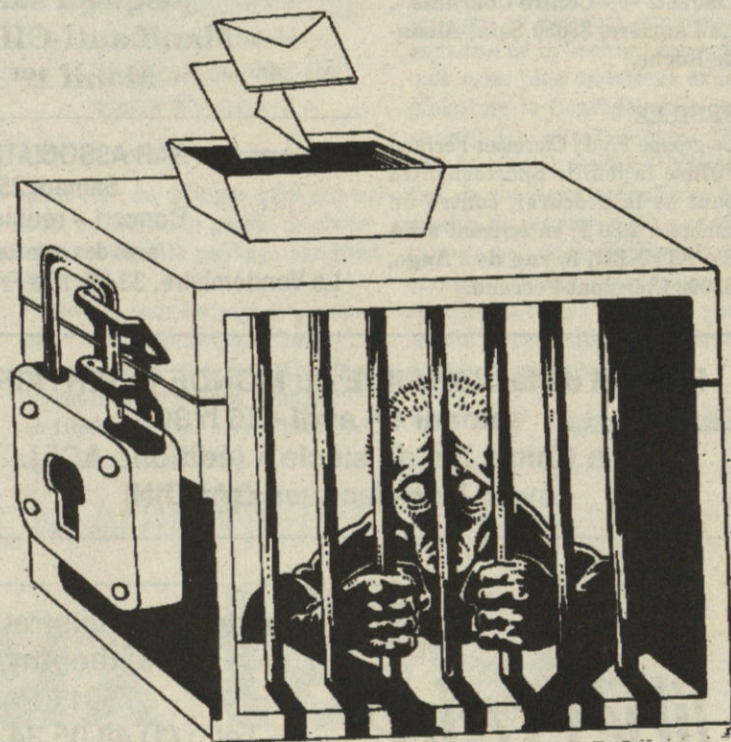
monde partagé entre des roitelets affameurs et des puissances capitalistes forgeuses d'armes de mort.

Les anarchistes estiment qu'il demeure essentiel que leur mouvement de pensée reste opposé aux notions d'Etats dirigistes. Ils sauvegardent ainsi une flamme de rébellion qui sera nécessaire lorsque de nouveaux despotes voudront plonger les peuples dans la tourmente des répressions.

Les anarchistes seront toujours là pour dénoncer la terreur d'Etat et le danger certain de contribuer à amener au pouvoir de vulgaires assassins.

C'est notre contribution à l'élaboration d'une réelle démocratie débarrassée des aspirants dictateurs et des fossoyeurs de la libre pensée. ♦

JOAQUIM LOPEZ
(Pour la FA d'Ariège)



UN SYNDICALISME PAYSAN EN RECOMPOSITION

Elections aux chambres d'agriculture... une redistribution des cartes

Le 31 janvier dernier, se déroulaient sur l'ensemble du territoire, les élections aux Chambres d'agriculture. Créés en 1924, ces établissements publics départementaux, qui s'occupent notamment du développement agricole, sont, depuis 1946, contrôlés par la FNSEA (Fédération nationale des exploitants agricoles), héritière du corporatisme paysan de Vichy. Les résultats de ces élections montrent nettement la remise en cause croissante par

les agriculteurs de la politique agricole, cogérée par ce syndicat, et sa main mise sur le syndicalisme paysan depuis cinquante ans.

FNSEA : 59,8% (-4,2%) ; Confédération paysanne : 20,6% (+2,6%) ; Coordination rurale : 12% (créée en 1989) ; MODEF 5% (-3%). Taux de participation : 57,8% (-1%). (Pour la première fois, il y avait plus de retraités inscrits que d'actifs.)

LE MONDE SYNDICAL PAYSAN, son évolution, les conflits qui s'y déroulent, les alliances qui s'y nouent, les courants d'idées qui le traversent... sont mal connus des non agriculteurs. Les conséquences pourtant nous concernent tous à plus d'un titre : aménagement du territoire ; qualité des produits ; destinations des nombreuses aides accordées à l'agriculture... Les flambées de colère sporadiques et souvent violentes étonnent, irritent ou enthousiasment tour à tour les urbains de plus en plus coupés de la campagne. Ils ont des agricul-

teurs des images contradictoires, qui vont de l'agri-manager et son machinisme ultra-moderne aux petits paysans de la France dite « profonde ». Sans entrer dans les détails de la diversité des différentes agricultures et des organisations qui les représentent, il me semble utile, pour mieux comprendre les enjeux, d'en dessiner les grandes lignes.

Comme le reste de la société, le monde paysan est parcouru par les mêmes courants de pensée ; et l'échiquier syndical, beaucoup plus diversifié qu'on

ne le croit généralement, en est sa représentation la plus visible. Quel est-il ?

La FNSEA, créée en 1946, a régné jusque-là en maîtresse absolue, puisque seule reconnue par les gouvernements (quels qu'ils soient). Elle cogère depuis la Libération, avec son prolongement le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), fondé en 1956, les politiques agricoles nationales, puis communautaires. Convertie au « modernisme » et au « libéralisme », elle défend l'idée

(suite p. 3)

FOIX
(ARIÈGE)

MEETING FA
ANTI-ÉLECTORAL
SAMEDI 25 MARS
15 h 30
SALLE de la MAIRIE

T 2137 - 992 - 10,00 F



PARUTIONS

BULLETIN

Le n° 16 du bulletin *Brisons nos chaînes*, édité par le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) (animé par un militant de la FA), vient de paraître. On peut se le procurer à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

BROCHURE

Les éditions Décembre du groupe Nestor-Makhno de la FA (groupe de Saint-Etienne) viennent de publier une brochure intitulée *Du fascisme au post-fascisme. Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse*. 30 pages. Format B5. Prix : 20 F (frais de port inclus). En vente auprès du groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne. Chèque à libeller à l'ordre du CESS.

PRESSE

Le n° 117 (mars 95) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humour anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Prix : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants », « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche).

FEUILLE

Le groupe FA de Clermont-Ferrand diffuse la feuille *Spartacus*. On peut se la procurer, contre un timbre à 2,80 F, en écrivant à FA c/o ATENEO, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

Pour la seconde année consécutive le Monde Libertaire entre dans les établissements scolaires, dans le cadre de la « Semaine de la presse à l'école ».

(Le ML n° 993, du jeudi 30 mars.)



« Manifs de Printemps 94 »
Exposition de photos d'Alain Boileau à la librairie du Monde Libertaire jusqu'au samedi 1er avril
« Manif anti-CIP », « Manif AC ! »
« Manif 1er mai ANAR »

BAR ASSOCIATIF de MONTREUIL

Samedi 25 mars - 17 h

Concert + réunion-débat pacifiste

(avec des objecteurs de conscience)

Le Vendémiaire, 33-35, rue François-Arago (M° Robespierre)

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
samedi 1er avril - 16 h 30
« La Chine. Fin de siècle » (éditions ACL)
avec Jean-Jacques GANDINI

le monde
libertaire

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ROCK CONTRE LA RÉPRESSION EN GRÈCE après l'arrestation de cinq squatters anarchistes

INFRAKATION PETER et TEST TUBE BABIES (G.-B.)

• Rouen, jeudi 23 mars, salle Louis-Jouvet.

• Paris, vendredi 24 mars, Le Divan du Monde.

• Apremont (85), samedi 25 mars, Le Grand Duc.

• Bordeaux, dimanche 26 mars, Le Dorémi.

• Strasbourg, mardi 28 mars, La Laiterie.

• Grenoble, mercredi 29 mars, salle Ouest.

• Chambéry, jeudi 30 mars, Le Rocking Chair.

• Limoges, vendredi 31 mars, salle John-Lennon.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

• Avignon, samedi 1er avril, Le Bistrotet.

Paris
RADIO LIBERTAIRE
(89.4)
« Les Chroniques syndicales et rebelles »

Samedi 25 mars
12 h 30 - 14 h 30
L'AFRIQUE du SUD

avec

Jean Guiloineau,
traducteur

de l'autobiographie

de Nelson Mandela,

Un long chemin

vers la liberté,

et auteur d'une biographie de Mandela

EN VUE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 95, DIFFUSEZ NOTRE « 4 PAGES » ANTI-ÉLECTORALISTE FAIT DE PROPOSITIONS ANARCHISTES POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ
10 exemplaires : 10 F
25 exemplaires : 20 F
50 exemplaires : 32 F (port payé).
A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Chèque à l'ordre de PUBLICO.

Soirée cabaret
LES CHANTEURS LIVREURS
et LA GOULANTE DES PAVÉS
(en première partie)

VENDREDI 24 MARS - 20 h 45

Centre culturel communal Erik-Satie

26, rue Emile-Raspail, 94110 ARCUEIL

Tél. : 45.47.76.72.

Entrée : 80 F (adhérents : 60 F)

Vient de paraître

« INFOS et ANALYSES LIBERTAIRES »
n° 39 - mars 95

INFOS & n°39
analyses libertaires mars 95
Revue de l'UR Sud-Ouest de la Fédération Anarchiste - n° 39 - prix de vente 15 F



PRIX : 15 F

Abonnement (3 à 4 numéros) : 75 F

abonnement de soutien : 150 F

chèque à l'ordre du CES

CCP 3096 L Montpellier

« Infos et Analyses libertaires »

BP 233

66002 PERPIGNAN cedex

Elections aux chambres d'agriculture... une redistribution des cartes

(suite de la « une »)

d'une agriculture « performante », tournée vers le marché mondial. Elle représente, de fait, une minorité d'agriculteurs, même si sa situation de monopole lui permettait jusque là de revendiquer la représentation de tous les agriculteurs français. Au gré de l'exclusion de ses courants contestataires, elle représente la droite dans toute son évolution historique.

Si elle a dû contenir longtemps une contestation interne (Jeunesses agricoles chrétiennes), elle est depuis 1959 contestée par le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) de sensibilité communiste, et actuellement en perte de vitesse. Son évolution libérale entraîna une contestation aussi sur sa droite avec la création, en 1969, de la FFA (Fédération française de l'agriculture) ; de tradition « agrarienne », elle est l'héritière des organisations d'extrême droite, comme les « Chemises vertes » (tout un programme !), des années 20.

A la fin des années 60, une fraction de la FNSEA (ouest) s'oriente vers une vision plus sociale de la politique agricole. Cette « gauche » paysanne se divisera sur la stratégie à adopter : ceux qui voulaient mener la contestation au sein même de la fédération et ceux qui préféraient une rupture plus nette et qui fondèrent les Travailleurs Paysans dans les années 70. En 1981, l'arrivée de la gauche au gouvernement entraîne la création de la CNSTP (Confédération nationale

des syndicats de travailleurs paysans) et, en 1982, une partie de la dissidence interne de la FNSEA et au CNJA crée la FNSP (Fédération nationale des syndicats paysans).

En 1987, ces deux tendances se regroupent et fondent la Confédération paysanne. Elle revendique

« [La Coordination rurale] cristallise le mécontentement conservateur de la petite et moyenne paysannerie. »

le pluralisme syndical, refusé par la droite, promis par la gauche et obtenu sur le terrain (comme toujours). Jusque'en 1991, elle sera la seule force conséquente (présente sur la totalité du territoire) à contester la toute puissante FNSEA.

L'adhésion de cette dernière à la nouvelle Politique agricole commune (PAC) et aux accords du GATT (accords sur le commerce international), avec pour conséquence les diminutions des aides, les jachères, les baisses de prix... entraînera l'émergence de la Coordination rurale. Dans un premier temps conglomérat de dissidents FNSEA, de structures départementales de la Confédération paysanne, du MODEF et de la FFA, elle choisit en 1994 d'absorber cette dernière et d'en adopter les statuts, rejetant de

fait les autres composantes. Cette Coordination, désormais syndicat représentatif nationalement, est dirigé par de petits céréaliers du sud-ouest, victimes de la nouvelle PAC, sacrifiés par le lobby céréalier du nord. Elle cristallise le mécontentement conservateur de la petite et moyenne paysannerie. Jusque là difficile à cerner idéologiquement, elle est clairement ancrée à l'extrême droite (Front national, de Villiers, Confédération de défense des commerçants et artisans).

Pour résumer, on peut dire que les agriculteurs sont désormais répartis en trois visions différentes et à mon sens inconciliables :

— une FNSEA qui défend une approche productiviste du rôle de l'agriculteur, voué à la compétition du marché mondial, dont le nombre d'actif ne doit pas dépasser 200 000 en 2005-2010. Organisée en lobbies puissants, elle travaille pour une agriculture concentrée dans les grands bassins de productions, elle développe la cogestion avec les différents pouvoirs (nationaux et européens). Tout ceci bien sûr ne l'empêchant pas de tenir pour la galerie, un discours d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement ;

— une Coordination rurale repliée sur les valeurs conservatrices, voire réactionnaires de la paysannerie, prônant un marché national protégé. Elle ne propose pas de projet cohérent pour une autre

politique agricole et se contente d'être contre le « libre échangeisme ». Elle développe, en gros, une morale et un modèle économique très proches des thèses de l'extrême droite française. Il est à craindre d'ailleurs que cette collusion n'aille en s'accroissant ;

— une confédération paysanne défendant une agriculture mieux répartie sur l'ensemble du territoire avec des paysans nombreux, reconnus dans leur rôle de production, mais aussi social et écologique. Elle s'oppose à la concentration des productions et des aides dans les régions souvent les plus favorisées en Europe comme sur le reste de la planète.

Voilà dans quel contexte se sont déroulées ces élections qui, à défaut

« L'avenir pour les paysans [...] n'est pas rose. Combien seront-ils dans six ans ? »

peut-être de changer quoi que ce soit, auront eu le mérite de clairement définir le paysage syndical français.

L'avenir pour les paysans, comme pour beaucoup d'autres catégories sociales, n'est pas rose. Combien seront-ils dans six ans ? Entre 1982 et 1990, 450 000 agriculteurs ont

disparu, et l'INSEE prévoit que 300 000 agriculteurs disparaîtront d'ici 1998. Vers qui se tournera la majorité des agriculteurs condamnés à disparaître ? Succomberont-ils aux chants des sirènes réactionnaires de la Coordination rurale ou adhéreront-ils au projet d'« Agriculture paysanne » de la Confédération paysanne ?

Certes, celle-ci a progressé, et son implantation dans certaines régions est incontestable. Elle emporte outre la Chambre de Loire-Atlantique, qu'elle tenait déjà depuis 1989, celle du Finistère, et nombreux sont les départements où elle dépasse les 30%, mais a-t-elle une chance de s'implanter plus massivement dans la paysannerie disons « traditionnelle » sans, malheureusement, abandonner l'originalité de son discours ? Une paysannerie qui est peut-être, sociologiquement, plus sensible au discours simpliste et populiste de la Coordination rurale qu'à celui plus ambitieux et plus global de la Confédération paysanne. Un enracinement plus étendu n'est-il pas lié à l'installation de nouveaux agriculteurs plus proches de ses valeurs ? La réalisation de son projet n'est-elle pas étroitement conditionnée par un changement plus global de notre société et par l'abandon généralisé de la logique capitaliste ? ♦

BERNARD GILET

NI DIEU, NI MAÎTRE, NI FOULARD, NI AUMÔNIERS

L'Hydre à deux têtes

La tête de Louis XVI, spectaculairement décollée du corps, signifiait moins la fin des rois que la chute irrémédiable du gouvernement de droit divin.

« La grande royauté de Versailles était arrivée à son terme. On aurait dès lors des rois bourgeois ou des empereurs arrivés sur le trône par fraude. Le règne des rois par la grâce de Dieu touchait à sa fin. » (1)

Le pouvoir décisionnel n'en revient pas pour autant au peuple : la souveraineté de celui-ci demeura un vœu pieux ou, pis, servit d'alibi à de nouvelles formes de tyrannie et de servages : la propriété privée demeurait sacrée, dans cet Etat désacralisé !

Le clergé, après avoir subi le sérieux camouflet de l'expropriation sous la Révolution, ne tarda pas à rentrer dans ses biens. Le pouvoir politique, dont l'exercice ne consiste, somme toute, qu'à préserver l'ordre injuste, basé sur la rapacité des uns et sur la soumission des autres, ne pouvait se passer du secours des religieux. Une même morale unit les dominants, clercs et laïcs : la concentration du pouvoir et des richesses entre une poignée d'individus ne saurait s'appuyer sur des principes anti-autoritaires, il faut des chefs et des gourous. Le culte du chef (mot qui signifie : la tête) revint donc sous forme d'un monstre bicéphale : chacun son métier, et la propriété restait bien gardée. L'hydre y pourvoyait.

Pour ressouder les égaux en droit, en train de dériver dangereusement vers la lutte de classes, on envoya le « peuple souverain » à la boucherie, non plus au nom de Dieu, mais au nom de la Patrie aspergée d'eau bénite.

1789 a trahi le peuple en offrant un tremplin au capitalisme bourgeois. Comme d'une boîte de Pandore s'en sont envolés

des maux nouveaux pour accabler les damnés de la terre. Mais à l'instar de cette boîte mythologique d'où s'échappa l'espérance, s'est dégagé le principe de la laïcité : la tête de Louis XVI roulant sous le billot ne mit pas fin au règne des tyrans, mais elle démontra de façon symbolique que le sortilège avait pris fin ; ce n'était hélas pas la proclamation : « Ni Dieu ni César ! », mais c'était l'affirmation « César n'est pas Dieu ».

La conséquence la plus marquante fut que l'enseignement cessa d'être uniquement religieux, placé sous la férule obscurantiste du clergé...

« Moi, j'ai dit laïque ? Comme c'est bizarre ! »

Défendre la laïcité dans les institutions publiques n'empêche nullement de condamner le fonctionnement hiérarchique et autoritaire de celles-ci. Revendiquer une école laïque et gratuite n'implique nullement que l'on cautionne le bourrage de crâne sanctionné par des évaluations et des contrôles permanents, ni que l'on approuve le décervelage en matière de citoyenneté.

Rappeler le principe de laïcité, c'est la moindre des choses, mais c'est une nécessité urgente, à l'heure où les corbeaux guettent les charognes du « monde libre », depuis la mort du Grand Satan communiste de l'Est.

Concernant l'« affaire du foulard », on peut s'insurger contre le diktat autoritaire et regretter qu'il n'y ait eu ni assemblées générales dans les lycées, ni concertation entre les enseignants et élèves, ni information réelle sur l'aspect religieux du foulard.

On peut aussi s'indigner d'une décision qui, au vu du racisme pasquaien ambiant, sent la mesure discriminatoire à plein nez.

Mais on ne va pas pleurer « adieu foulard, adieu madras ! » Et plutôt que de tout ramener à ce voile scandaleux, véritable sac d'embrouilles, pourquoi ne pas demander l'application du texte dans toute sa rigueur et virer à coups de pieds à l'arrière train tous les signes religieux ostentatoires des édifices publics, des institutions laïques ?

On évitera ainsi la présence incongrue des aumôniers titulaires de postes rémunérés dans les prisons, les casernes, les hôpitaux, les lycées. (2)

On évitera aussi que la croix et la soutane, le foulard et la barbe, ne hantent plus avant, en tout lieu, nos esprits, avec l'ordre moral menaçant que ces signaux visuels impliquent.

On évitera, enfin, que la tonsure obscène et la robe de bure d'un Dom Calvet, cité à comparaître pour délit d'entrave à l'IVG, ne viennent s'afficher au tribunal civil comme garanties morales d'un programme fascisant. (3)

Au carrefour des droites extrêmes, l'ordre moral religieux et l'ordre moral politique figurent la croisée des médianes de l'emblème « Occident ». ♦

TANTE MICHÈLE
(gr. Jules-Vallès - Grenoble)

(1) *La Grande Révolution*, Pierre Kropotkine, éditions du Monde Libertaire, 1990.

(2) Autant dire dans tous les lieux de détention.

(3) A l'occasion du procès du commando anti-IVG du 29 novembre 1994 à Grenoble.

Virginie l'obstinée

ELE EST ARRIVÉE du Cameroun en juillet 1993, avec son petit garçon de trois ans, pour rejoindre le père de l'enfant, un Français qui devait, paraît-il, l'épouser. En fait, Monsieur P. vit avec une autre femme. Il a fait venir Virginie pour avoir son fils auprès de lui. Il s'arrange pour que l'enfant, sous prétexte qu'il aura une vie plus stable que s'il restait avec sa mère, vienne habiter chez lui.

Pendant ce temps, Virginie, qui n'a qu'un visa d'un mois, se rend seule à la Préfecture pour demander la carte de résident à laquelle elle a droit en tant que mère d'un enfant français. On lui demande des papiers qu'elle ne peut pas fournir, par exemple la transcription de la nationalité d'Alexis, né au Cameroun. Monsieur P. doit, aussi, lui donner des documents, qu'il tarde à lui remettre, comme s'il faisait tout pour la mettre en difficulté. Elle doit aller jusqu'à faire un scandale sur le lieu de travail du père pour les obtenir. Elle demande qu'on lui prolonge son visa, afin qu'elle ait le temps de tout réunir. On lui dit non. Quand enfin arrive de Nantes la transcription de la nationalité d'Alexis, le visa de Virginie est terminé depuis deux mois. Alors, le préfet lui refuse sa carte de résident, au motif qu'elle est en situation irrégulière au moment de la demande (article 15.3 de l'ordonnance de 1945 modifiée). (1)

Au mois de mars 1994, Virginie passe en Commission de Séjour. Chaque mardi matin, au Palais de Justice, chambre n° 11, un tribunal décide si le préfet a eu raison d'ôter leur carte de résident aux parents d'enfants français. Il y a beaucoup de femmes seules avec leurs enfants. Depuis Pasqua, elles n'ont plus le droit à la Sécurité sociale ni aux allocations familiales, on les sent dans une grande détresse. Virginie est venue avec Alexis ; le père ne s'est même pas dérangé. Le juge est mauvais. Aujourd'hui, il travaille pour la Préfecture. Il

HARCELEMENT ADMINISTRATIF



donne des avis défavorables à tout le monde, sans faire de différence. Mais cela n'a guère d'importance puisque, depuis Pasqua, la Commission de Séjour rend un avis qui est seulement consultatif et que le préfet garde la décision finale. Chacun repart avec une convocation, préparée à l'avance, pour le même jour, salle 104, au 9^e bureau, c'est-à-dire le bureau « Afrique ». Quand Virginie, trois semaines plus tard, se rend à la Préfecture, on lui remet, comme à tous les autres, une invitation à quitter le territoire dans le délai d'un mois. Puisque les parents d'enfants français sont inexpulsables, étant donné que leurs enfants sont Français et qu'on ne peut pas séparer les enfants de leurs parents, elle restera en France. Elle restera, comme tous les

autres, sans titre de séjour, sans droits sociaux et sans travail.

L'été arrive. Au mois d'août, Virginie se rend à Colmar pour voir une ancienne copine du Cameroun. Malheureusement, elle se fait contrôler dans la rue et emmener au commissariat puisqu'elle est sans papiers. Après une garde à vue de vingt-quatre heures, le préfet ordonne qu'on la relâche, car elle est mère d'enfant français, et il lui remet une lettre qui dit que la Préfecture de son domicile a le devoir de la régulariser. Dès son retour à Paris, Virginie se présente, avec le document, à la Préfecture. On l'envoie promener. Alors une grande colère envahit la jeune femme. Elle pense qu'on se moque d'elle et, en signe de protestation, elle décide d'entamer une grève de la faim. Je la retrouve, par hasard, au 9^e bureau, alors que j'accompagne une autre personne. Elle a attaché autour de sa tête un carton où il est écrit : « Si vous nous expulsez, mon fils et moi, vers le Cameroun, ce sera dans un cercueil ». Assise par terre, dans un coin de la salle 104, elle est silencieuse et farouche. Le petit Alexis gambade tout autour, pas du tout traumatisé. Je m'assoie à côté d'elle et j'essaie de la raisonner. En effet, je crains qu'on l'embarque en pensant qu'elle est folle et qu'on lui enlève son enfant. Mais Virginie ne veut pas m'écouter. Elle dit qu'elle restera là jusqu'à ce qu'on lui donne un titre de séjour. Je la quitte pour aller prévenir des associations.

A 16 heures, fermeture du bureau « Afrique ». Virginie s'installe calmement dans la cour. Comme elle ne fait pas de scandale, on la laisse tranquille. Les fonctionnaires qui quittent leur travail la remarquent

en passant et aussi les simples flics. Regards amusés ou apitoyés. A 18 heures, la Préfecture ferme. Virginie se retrouve dans la rue, avec Alexis. On lui donne l'ordre de circuler, mais elle a décidé de ne pas céder. Elle restera devant l'entrée toute la nuit s'il le faut. Alors on lui envoie un car de flics, qui menacent de l'embarquer. Elle prétend qu'elle continuera sa grève de la faim même en prison et que jamais on ne lui arrachera son enfant. Pendant que la police semble réfléchir à ce qu'elle doit faire, une automobile noire sort de la préfecture et s'arrête devant Virginie. La portière s'ouvre, un type lui tend sa carte de visite en lui disant : « Venez me voir à mon bureau demain, à 9 heures ». Pendant que la voiture s'en va, Virginie demande aux policiers qui est ce mystérieux personnage. On lui répond que c'est le grand chef, M. François, l'éminence grise de la Préfecture de Paris.

Le lendemain, j'accompagne Virginie, qui n'en mène pas large. Pendant l'entretien, j'attends dans le couloir, assise sur une banquette. Je vois passer plusieurs fois la secrétaire qui court ou plutôt vole de bureau en bureau, en proie à un stress qui doit être pénible pour elle. Au bout d'une demi-heure, Virginie ressort. Saine et sauve. M. François lui a posé toutes sortes de questions et il l'a convoquée à nouveau le 27 septembre, avec le père d'Alexis. La fois suivante, comme Monsieur P. n'a pas voulu se déranger, elle se fait accompagner par une avocate qui prévient que sa cliente a l'intention d'aller jusqu'au bout de la procédure. C'est-à-dire au Tribunal administratif et même au Conseil d'Etat. Il en faut davantage pour impressionner M. François, qui envoie sa réponse

définitive quelques jours plus tard : Virginie doit rentrer au Cameroun pour y demander un visa « long séjour ». Quand on sait que les consulats de France en Afrique ne délivrent plus de visas, on comprend ce que cela veut dire (2). Voici le choix qu'on laisse à Virginie : partir en emmenant son enfant et ne plus revoir son enfant. Les deux solutions étant inacceptables, Virginie décide de rester en France dans la clandestinité. Un ami l'héberge. Elle s'arrange avec le père pour avoir Alexis pendant le week-end. Elle trouve finalement un boulot au noir qui consiste à garder un bébé dont la mère travaille. Elle est payée 2 000 F par mois pour onze heures de présence pendant six jours de la semaine. Ce qui fait 7 francs de l'heure ! Mais la dame qui l'emploie ne gagne elle-même que 6 000 F par mois.

Pendant ce temps, la courageuse avocate dépose un référé administratif au nom d'Alexis. Le petit garçon demande au juge de faire respecter le droit de l'enfant à avoir près de lui à la fois son père et sa mère. Le référé est accepté et le jugement doit avoir lieu dans les deux mois qui viennent. Peu de temps après — est-ce seulement une coïncidence ? —, l'avocate reçoit un coup de téléphone de la Préfecture qui l'informe de son intention de régulariser Virginie. Quelques jours plus tard, arrive une convocation à la salle 104 du bureau « Afrique ». On remet à Virginie un récépissé de carte temporaire d'un an qui lui donne droit de travailler. Il ne s'agit pas de la carte de résident qu'elle aurait dû avoir, mais elle la prend quand même. Après un an et demi d'attente, une régularisation, ça ne se refuse pas ! On demande à Virginie d'acquiescer une taxe de Chancellerie qui s'élève à 1 800 F, soit 600 F par année d'irrégularité de séjour. Elle paye pour 1993, pour 1994 et, puisqu'on est en janvier 1995, elle paye même pour l'année en cours. Je pense à Raphaël qui a dix années de séjour irrégulier. Il faut que je le prévienne, pour qu'il économise... ♦

CLAUDE

A LA PETITE SEMAINE

« Fais-moi mal ! »

Caviar ou tête de veau sauce gribiche : on sait aussi ce qu'ils mangent... loin des menus pour Restos du cœur...

Châteaux, chalets, maisons de campagne, opérations boursières juteuses ou gros héritages douteux : on possède une vague idée de leurs fortunes... et on songe avec émotion à leurs propos sur les sacrifices toujours nécessaires et les efforts encore indispensables...

Aragon, Sollers, Le Clézio et même Bakounine, voilà que *Télérama*, toujours soucieux de participer au débat de fond, nous dit même ce qu'ils lisent... et cela confirme qu'on peut être salaud et cultivé...

Parmi ces données essentielles à toute élection sérieuse, on ignore encore comment les principaux candidats font l'amour. On sait malgré tout qu'ils nous baisent depuis des lustres et que le point commun de leurs programmes est de continuer. Nombre de citoyens, hélas partisans de l'amour vache à la « fais-moi mal », en redemandent. Ils font ça si bien... ♦

FLORÉAL

(1) En effet, la loi Pasqua permet au préfet de refuser la carte de résident de « plein droit » à tous ceux qui sont en irrégularité de séjour. C'est ainsi que le collectif Plein Droit, à la CIMADE, réunit 300 parents d'enfants français qui sont dans ce cas. Sans compter tous ceux qui ne font pas partie du collectif.

(2) Le refus de visa est une décision qui n'est pas motivée et contre laquelle il n'y a pas de recours. C'est la seule décision administrative qui soit dans ce cas. Le jeu consiste donc, pour le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères, à se renvoyer la balle. Pour régulariser, l'un exige qu'on aille chercher un visa, l'autre empêche le retour en France. Les parents d'enfants français et les conjoints de couples mixtes, qui se sont laissés prendre à ce petit jeu, sont maintenant bloqués là-bas.

BORDEAUX

Sans-abri et mal-logés réquisitionnent à l'OPHLM

LE MERCREDI 8 MARS, un immeuble vide appartenant à l'Office public HLM a été réquisitionné pour 25 mal-logés et sans-abri.

Cette action de réquisition est le résultat de deux mois et demi de lutte sur Bordeaux pour le droit au logement (qui, bien sûr, pour celles et ceux qui lisent la presse nationale, n'a pas été traitée). Bordeaux, ville reconnue pour ses très belles façades du XVIII^e siècle, est en fait la ville où le droit au logement est bafoué au quotidien : on compte plus de 2 500 SDF et des milliers de mal-logés, alors qu'il y a 12% de logements vides contre 9% à Paris. Nombreux parmi ceux-ci appartiennent à la Ville, à la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), à l'Office HLM et à divers administrateurs ou grands organismes.

Chaban-Delmas, maire pour encore peu de temps, n'a mené qu'une politique de prestige, vidant les habitants des quartiers populaires de Bordeaux pour les expédier dans les ZUP des villes avoisinantes. Si, en terme de logement, la politique de Chaban a été une catastrophe, sa politique sociale n'est pas des moindres. A Bordeaux, nous avons un cas spécial : Mademoiselle Noaille,

élue aux Affaires sociales. Dans les couloirs de la mairie, on l'appelle « Mademoiselle ». Elle a même bénéficié d'un article paru dans *le Monde*, où l'on soulignait son intégrité, son refus de privilèges dus à sa position sociale. Elle tient les services sociaux d'une main de fer. Présidente d'honneur d'une bonne dizaine d'associations caritatives, allant boire le café avec les SDF dans « ses » foyers à raison d'une fois par semaine... bref, c'est une femme de terrain. Mais qui, d'un autre côté, ne négocie jamais sous la pression. Elle règle les problèmes au cas par cas. Et si on veut avoir un logement social, il faut montrer « patte blanche » et faire preuve de soumission (ajoutons à cela que les familles africaines doivent s'abstenir).

C'est en décembre 1994, après la mort d'un SDF à Marseille, que des sans-logis de Bordeaux ont décidé de monter un camp de protestation en face de la mairie, demandant la réquisition des logements vides et le droit à un logement décent pour toutes et tous. Comme à Paris, après l'action de la rue du Dragon, les enchères ont commencé ; la mairie, lors d'une réunion, propose ses foyers, qui sont refusés par les SDF. Le

Conseil général de « gauche » joue la carte sociale et propose 9 appartements pouvant loger 15 personnes, plus une usine réhabilitée dans la banlieue proche. Les SDF, organisés en coordination, acceptent. Mais très vite les propositions ne suffisent pas. De plus en plus de SDF se regroupent autour du camp. Plus de 18 000 signatures sont recueillies en faveur de la réquisition des logements vides. Les semaines passent, le dialogue devient impossible. Le pourrissement du camp est la nouvelle stratégie des pouvoirs publics.

Le collectif « Un toit, un droit » (1) et la Coordination des SDF changeront de tactique, en appelant à une manifestation afin de lancer une opération « réquisition », comme a fait le DAL à Paris. La cible est un immeuble vide depuis cinq ans, appartenant à l'OPHLM. L'action fut un réel succès : plus de 200 personnes sont venues au rendez-vous, et l'immeuble est ouvert sans aucun affrontement.

Très vite, des rencontres se font avec le directeur de l'OPHLM, qui propose un relogement de toutes les personnes qui ont rempli une fiche de réquisition à propos de cet immeuble ; cela laisse prévoir d'autres actions du

même type, vu le nombre de demandeurs de logements.

La particularité, à Bordeaux, dans la lutte pour le droit au logement, est que nous avons affaire à une population de SDF qui sont à la rue depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, à la différence de Paris où les familles sont majoritaires. C'est pour cela que la Coordination des SDF a des revendications particulières, demandant des structures de logement passerelles, avec un suivi social, ou la rénovation d'immeubles dans le cadre d'un « chantier-école », qui fait de l'insertion à l'emploi. Bien sûr, nous sommes très vigilants par rapport à ce que vont proposer les OPHLM. Il ne faudrait pas que les SDF soient conduits à rénover des appartements tout en étant sous-payés à coups de Contrats Emploi-Solidarité (CES).

Le groupe Emma-Goldman s'est investi dans cette lutte au nom de la FA, mais aussi en tant que militant au sein d'une association : le Mouvement du Ras-le-Bol (MRLB), qui lutte pour le droit au logement depuis plus de trois ans. Cette association organise des permanences pour des mal-logés et des familles qui ont besoin de logement. Elle les

informe de leurs droits, tout en leur proposant un cadre de lutte (pression sur les pouvoirs publics, occupations...). La bataille pour le droit au logement est bien enclenchée et ne risque pas de s'arrêter de sitôt. ♦

GROUPE EMMA-GOLDMAN

(1) Collectif « Un toit, un droit » : FA, AC !, APEIS, ASTI, CAF, CGT, CNL, Collectif AS 33, CRI, CSF, MRLB, OCL, PCF, SCALP, squatt des Douves, UFF, Les Verts.

NICE

Une époque formidable

Le lundi 6 mars, Nice recevait Messieurs Balladur, Pasqua et Léotard. Au programme des réjouissances, la pause de la première pierre d'une extension de la faculté — espérons que ça ne soit pas la dernière — obtenue après un mois de grève. M. Léotard refusait en effet de laisser ce terrain, propriété de l'armée, aux étudiants. Mais que ne ferait-on pas pour les élections présidentielles ! C'est donc souriant que notre cher premier ministre a posé cette pierre, sur les conseils avisés de M. Léotard, expert en la matière, et sous le regard de M. Laheurte, doyen de l'Université de Nice/Sophia-Antipolis. La présence de celui-ci à cette parade grand-guignolesque n'est d'ailleurs pas étonnante, quand on sait qu'il a failli écraser les étudiants de la délégation gréviste, de peur d'être pris en otage. Là n'était pas notre intention, n'ayant pas la patience de le supporter très longtemps. Les autres doyens n'avaient pas répondu à l'invitation pour la cérémonie, jugeant cette mauvaise foi indécente.

Quant aux étudiants, réunis sous des drapeaux noirs, toute approche de leur part était impossible, étant encadrés par de nombreux CRS. Nous avons bientôt été interpellés par les RG, décidément très zélés en présence de messieurs les ministres. Avec une violence et une brutalité non dissimulées, deux étudiants anarchistes furent isolés, menacés, bousculés de manière très virulente, tandis que les papiers de l'un d'entre eux étaient confisqués et emportés au commissariat central, sans que l'on puisse savoir pourquoi.

Avec Pasqua et Balladur, il n'y a plus de doute possible, la démocratie a un arrière goût d'une certaine France, alors réfugiée à Vichy.

Je vous souhaite le bonjour d'une époque formidable. ♦ CÉDRIC (gr. FA de Nice)

RENNES

Ker Lann : fac privée et mouvement de grève

Depuis quatre semaines, a lieu une grève à l'université de Rennes II. Les étudiants se sont mobilisés sur le rapport Laurent, sur les conditions élitistes d'entrée à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), sur l'université de Ker Lann. Cet article relate l'action des étudiants contre Ker Lann, le jeudi 2 mars.

Qu'est-ce que Ker Lann ? Il s'agit d'une faculté privée, en partie financée par le Conseil général, présidé par Pierre Méhaignerie. Elle doit bientôt recevoir une aide supplémentaire de 200 millions de francs, alors que pour les facultés publiques les caisses sont vides.

Elle pratique des droits d'inscription élevés : 20 000 F. Ce qui lui permet de sélectionner des gosses de riches. Tout est d'ailleurs pensé pour que ces gens de biens soient préservés de toute souillure populaire. Lavomatiques, épicerie, restaurant universitaire, antenne du CROUS, cité universitaire de luxe (surface deux fois plus grande qu'une cité U normale)... assurent à ce petit monde un espace pouvant fonctionner en vase clos : une biosphère sociale.

En plus, récemment, dans le cadre de la décentralisation, deux écoles

publiques ont été sommées, sous la pression du ministère, de s'installer sur ce site. Il s'agit de l'ENS de Cachan et de l'ENSIA (école de l'INSEE). Ainsi, il s'agit de brouiller les cartes (on n'attaque plus un campus privé mais un campus semi-public) et d'accroître le prestige et la légitimité de Ker Lann.

Notons aussi que cette faculté est dotée depuis sa construction d'une gare, la première sur la ligne Rennes-Redon, fonctionnant à vide, alors que dans le même temps la SNCF ferme les petites gares de campagne, sous prétexte de non rentabilité.

De plus, précisons que si cette faculté privée n'est pas sensée être religieuse, elle possède néanmoins des posters de Lourdes, des croix dans le hall d'entrée ou gravées sur le mur situé près de l'amphithéâtre. Par ailleurs, ses professeurs font parfois des interventions contre l'avortement dans leurs cours.

Cela fait déjà un certain temps — notamment depuis les grèves anti-CIP et les lois quinquennales, les lois Pasqua contre les immigrés — que cette faculté privée nous énerve passablement. Cette année, Ker Lann s'est donc retrouvée dans notre ligne de mire, pour tout ce qu'elle représentait.

Apprenant lors d'une AG qu'un match de rugby inter-universitaire se déroulait entre Rennes II et Ker Lann nous avons décidé de soutenir, à notre façon, notre équipe. Notons au passage l'absence de boycott de Rennes II face à une équipe privée, ce qui est explicable quand on a dans son équipe un membre du très bretonnant syndicat DAZONT, assurant le rôle de vice-président étudiant, qui déclare que le clivage entre école privée et école publique est un clivage dépassé.

Bref, apprenant ledit match, nous décidâmes d'aller leur montrer à ceux de Ker Lann combien les pauvres peuvent être sales, bêtes et hooligans. Qu'on en juge ! Réquisition de deux trains jusqu'à Ker Lann (premier arrêt après Rennes) ; occupation du campus, déroulement de papier WC, jets de divers papiers nous tombant entre les mains, mégots éteints et vidage d'extincteur sur les moquettes, décrochage de la croix du hall d'entrée, sur les murs duquel sera inscrit : « Ceci est un fonds public, à bas la calotte », inscription de slogans sur les murs avec leurs craies, mais aussi beuglement de slogans tels que : « Ker Lann... scandale ! Occupation ! ». Puis après deux ou trois heures, nous cher-

châmes un réconfort mérité, ce qui conduisit un grand nombre des 2 000 manifestants à ouvrir les portes de la cafétéria du restaurant universitaire, pour réquisitionner bière, jus de fruits, café, pizza... offerts gracieusement par une partie du fric public, donc le nôtre. Puis, une fois vidée la cafétéria, certains allèrent à l'épicerie se réapproprier, après la casse de la vitrine, en bouffe et alcool, ceci devant deux pauvres gendarmes, désespérés par notre comportement et surtout notre nombre. Puis, joyeusement, nous sommes repartis par le train, sans aucune interpellation.

Résumons-nous. Après l'occupation de la gare, de l'IUFM, du rectorat... Ker Lann fut notre nouvelle victime. Nous avons bon moral, et la lutte va se prolonger. Nous commençons à comprendre comment mener une vraie lutte.

Messieurs les dirigeants, un conseil : nos revendications ne sont pas difficiles à contenter. Satisfaites-les ! Car nous commençons à comprendre, bien qu'encore obscurément, ce que signifie « force collective », et à ce petit jeu-là vous n'êtes pas sûrs de gagner. ♦

CAMARADES P.38 (un anarchiste et un étudiant rennais)

CLAUDE

pasqua permet au...
rte de résident de...
ceux qui sont en...
C'est ainsi que le...
a CIMADE, réunit...
français qui sont...
pter tous ceux qui...
collectif.

st une décision qui...
ntre laquelle il n'y...
t la seule décision...
it dans ce cas. Le...
ur le ministère de...
es Affaires étran-...
balle. Pour régula-...
aille chercher un...
e retour en France...
ts français et les...
mixtes, qui se sont...
e petit jeu, sont...
-bas.

A PROPOS DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Bakounine : « Ces pays où les nationalités sont mêlées... »

ON A DIT que l'une des raisons de l'impossibilité de trouver une solution en Bosnie venait de l'imbrication extrême des populations, à tel point que l'occupation du territoire a été définie comme une « peau de léopard ». Cette répartition des populations est un fait de l'histoire et il n'est pas possible aujourd'hui d'en repousser les conséquences politiques : il faut les gérer. Les nationalistes serbes ont tenté de gérer ce problème par la pire des méthodes, l'« épuration ethnique », dont on a toutes les raisons de penser qu'elle produira, à terme, des conséquences historiques ingérables.

Sur le principe, indépendamment de l'horreur de cette épuration ethnique, l'optique bakouninienne, curieusement, n'était pas en soi contradictoire avec les réclames serbes, et il faut le dire, quitte à choquer. Pour Bakounine, en effet, « toute nation, petite ou grande, toute province, et même à la rigueur toute commune, tout individu, ont le droit absolu et inaliénable de disposer d'elles-

mêmes, de s'organiser intérieurement et de s'allier avec qui elles voudront... Si elles s'isolent dans leur indépendance, elles se priveront de tous les bienfaits, de tous les secours, de toute la production de la solidarité... »

L'idée exprimée ici est parfaitement claire, bien qu'il faille préciser que Bakounine estime que cet irrédentisme va à l'encontre de l'évolution historique qui rend de moins en moins viables les petits Etats. Néanmoins, l'anarchiste russe estime que chaque communauté a le droit de faire sécession de l'ensemble auquel il appartient, d'expérimenter sa voie, et éventuellement de rectifier ses erreurs. A la lumière de ces positions, les Serbes de Bosnie-Herzégovine, comme ceux de Croatie, ont le droit d'envisager un mode d'existence indépendant, et ni l'Etat bosniaque ni l'Etat croate n'ont le droit de le leur empêcher. Il s'ensuit que les Serbes n'ont, à l'inverse, aucun droit de réclamer cette possibilité pour eux et de la refuser aux autres, les Albanais du Kosovo notamment...

« ...il faut remarquer que l'histoire réelle des individus, comme des peuples, ne procède pas seulement par le développement positif, mais très souvent par la négation du passé et par la révolte contre lui ; et c'est le droit de la vie, le droit inaliénable des générations présentes, la garantie de leur liberté. Des provinces qui ont été unies pendant longtemps ont toujours le droit de se séparer les unes des autres : et elles peuvent y être poussées par diverses raisons, religieuses, politiques, économiques. L'Etat prétend au contraire les tenir réunies de force, et en cela il a grand tort. L'Etat, c'est le mariage forcé, et nous levons contre lui la bannière de l'union libre. » (Bakounine, « Circulaire à mes amis d'Italie », Œuvres, II, p. 296.)

Mais comment régler ce problème dans une situation où les populations tentées par la séparation sont étroitement imbriquées avec d'autres populations ? Bakounine fait quelques suggestions, qui n'ont évidemment qu'une valeur informative, et que nous ne prétendons pas être applicables aujourd'hui dans le cas de l'ex-Yougoslavie.

Il évoque notamment le cas de la Pologne, dont une partie importante a été occupée par les Allemands et germanisée. Dans le grand-duché de Posen, dit-il, il y a 838 000 Polonais et 697 000 Allemands. Dans les deux Prusse, il y a 2 178 000 Allemands et 1 599 000 Polonais, auxquels il faut ajouter les 137 000 Lituaniens de la Prusse orientale. Bakounine évoque la possibilité de s'en tenir au fait historique et de laisser aux Allemands ce qu'ils ont occupé et aux Polonais ce qu'ils ont réussi à conserver, mais cette approche n'est pas viable, dit-il, et son exécution impossible. « Des géographes ont publié jadis des cartes de ces provinces polonaises où ils ont marqué de différentes couleurs les pays germanisés et ceux qui sont restés polonais. On ne saurait s'imaginer rien de plus bizarre : on dirait un échiquier. C'est que les populations sont extrêmement mêlées. »

On voit donc que le problème se pose dans les mêmes termes qu'en Bosnie.

« A côté d'un village allemand, vous trouvez un village polonais. Sans doute la couleur allemande prédomine du côté de la frontière de l'Allemagne, et la couleur polonaise prévaut d'autant plus qu'on s'approche davantage de la Pologne dite russe. Mais il n'y a point de ligne de démarcation bien nette. [...] Que faire alors ? Comment établir la

limite ethnographique naturelle entre l'Etat polonais et l'Etat allemand ? »

Le problème, dit encore Bakounine, est le même en Moravie et en Bohême, où il y a 2 530 000 Allemands et 4 680 000 Tchèques. Cela devient « une question insoluble pour les hommes politiques toutes les fois qu'ils essaient de la résoudre selon la justice, et selon les maximes dominantes, fondées uniquement sur la combinaison des intérêts et de la puissance d'Etat ».

Quelle est donc la solution proposée par Bakounine ?

« Laissez aux collectivités diverses, aux associations, aux communes, leur autonomie complète. Qu'elles se fédèrent librement, selon leurs attractions naturelles, leurs nécessités, leurs intérêts, leurs besoins ; et vous verrez que toutes ces questions de races, de langues, de traditions, de coutumes tomberont d'elles-mêmes. Abandonnant toute pensée de domination — cette pensée devant nécessairement disparaître avec la possibilité de sa réalisation, c'est-à-dire l'Etat —, délivrées désormais de toute crainte de se voir dominées par les autres ; poussées par la nécessité de s'entendre les unes avec les autres pour organiser leur existence économique, leur travail, l'échange de leurs produits, leurs voies de communication, l'instruction publique, et au besoin leur défense ; et se laissant invinciblement entraîner et diriger par cette loi toute-puissante de la solidarité humaine, qui n'est point une loi politique mais une loi naturelle, fatale, source et cause de tous les développements historiques de l'humaine société jusqu'ici, mais dont toutes les lois politiques n'ont été que la systé-

matique négation ; livrées enfin à leur spontanéité complète et à leurs libres instincts, développés par l'histoire et déterminés par leur situation économique actuelle, les associations et les communes, après une époque, plus ou moins longue et plus ou moins pénible, de transition, d'hésitation et de lutte, finiront par s'équilibrer, non conformément à des lois arbitraires et abstraites qu'une autorité quelconque leur imposerait d'en haut, mais conformément à l'être réel, aux nécessités et aux forces vivantes de chacune ; et, unanimement inspirées par cet esprit d'équité, d'égalité et de liberté qui commence à constituer aujourd'hui la passion dominante et pour ainsi dire la religion des masses, elles se donneront la main pour organiser ensemble une fédération fondée largement sur le travail de tous et sur le respect humain. Et dans cette société nouvelle, la pratique de la justice humaine sera aussi naturelle que l'est celle de l'iniquité aujourd'hui. » (« Aux compagnons de la Fédération jurassienne », Œuvres, III, pp. 37-38.)

Cette citation peut sembler révéler chez son auteur une certaine naïveté. Pas tant que cela, en fait, puisque Bakounine n'écarte pas une période de « transition » et de « lutte ». Et, au vu des solutions proposées jusqu'ici pour l'ex-Yougoslavie, on ne peut que se dire que celle-ci n'est pas plus utopique ni irréaliste que les autres, et elle est certainement plus humaine. Il est intéressant de noter, au passage, que c'est dans un texte sur la question des nationalités que Bakounine donne la définition la plus claire de ce qu'est une société sans Etat.

Ainsi, « ces pays où les nationalités sont mêlées, qui font aujourd'hui le désespoir de tous les hommes d'Etat quelque peu scrupuleux, deviendront au contraire des intermédiaires précieux, des chaînons vivants qui relieront entre elles les nations et prépareront lentement l'unification de plus en plus complète de l'espèce humaine, la réalisation définitive de l'humanité. Mais tant que les Etats existent [...] ne parlons pas de justice : parlons de puissance, de domination, d'oppression, et restons toujours le couteau à la main pour défendre notre existence et nos droits. » (Ibid.) ♦

RENÉ BERTHIER

« 12 HEURES POUR LE CHIAPAS »
(films, témoignages, musique, buffet, stands)

dimanche 26 mars
12 h - 24 h

Centre culturel LA CLEF
21, rue de la Clef
(M^o Censier-Daubenton)
75005 Paris
30 F par film
30 F pour le repas
150 F pour toute la journée

Organisé par l'Alliance
zapatisse de libération sociale
5, rue de Douai, 75009 Paris

Un visa, une vie

Manifestation nationale contre la politique française des visas
Nantes, quartier Breil-Malville

(à proximité de l'antenne du ministère des Affaires étrangères)
samedi 25 mars 1995, à partir de 15 heures

Cortège libertaire

(avec présence de la Fédération anarchiste)

Ciné sélection

« Au travers les Oliviers » et le cinéma d'Abbas Kiarostami

ON NE PEUT plus faire plus simple et moins spectaculaire que le cinéma de Kiarostami. Mais sous cette apparente simplicité se cache un relevé topographique des plus précis des grands séismes — dans les deux sens du terme — que la société iranienne a subis. Ils ont affecté, emporté la société iranienne sous le Chah dans la tourmente d'une « modernité » forcée, puis dans une révolution islamique à la fois désirée et imposée et la guerre avec l'Iran, dont témoignent d'ailleurs les films de Makhmalbaf et l'admirable *Bashu, le petit étranger*, de Bahram Beyzai. Ce dernier a été produit par l'Institut pour la Santé mentale des jeunes adultes, point d'ancrage et départ du cinéma de Kiarostami.

En effet, ses films partent d'envies très simples. Aller voir un match de foot, par exemple, mais comment faire sans argent pour se rendre à Téhéran ? : *Le Passager*. Un écolier voudrait rendre un cahier à son ami, menacé de renvoi s'il ne présente pas ses devoirs : *Où est la maison de mon ami ?* Seule

entorse à cette règle de simplicité, *Close-up*, film sur un fait divers troublant. Un ouvrier imprimeur au chômage profitant de sa ressemblance avec le cinéaste Mohsen Makhmalbaf se fait passer pour lui, abuse une famille, est confondu et jugé. Kiarostami fait rejouer devant sa caméra tous les protagonistes du drame après avoir obtenu l'accord de la famille, du tribunal et même du juge. Depuis, le personnage de l'imposteur, Ali Sabzian, est devenu une véritable star en Iran.

Au « *Je pense, donc je suis* » bien connu, se substitue un « *J'existe, parce qu'il y a une image de moi !* ». Peut-on imaginer charge plus subversive dans un pays où la représentation et l'image enfreignent le tabou religieux ? Dans *Au travers les oliviers*, Kiarostami va encore plus loin, il montre l'avènement d'une relation, la difficile conquête de l'être aimé. « *Nous exaltons en Orient seulement l'être aimé...* », alors que Hossein, celui qui aime, est ici au centre du film. Remarqué pendant le tournage de *Et la vie continue*, où le jeune

homme (un figurant devenu acteur) défend la thèse que face à un tremblement de terre aussi dévastateur, ayant tout perdu, nous sommes tous égaux... Promu acteur principal de *Au travers les oliviers*, son jeu est digne des plus grandes éloges.

« *C'était étonnant et incroyable comment les émotions de ce garçon impressionnaient tout le monde. [...] Tout le monde était silencieux, les enfants aussi pour que Hossein ne soit pas déconcentré. Ils étaient convaincus que quelque chose de très important allait se produire. Hossein avait deux avantages : il jouait comme un professionnel, comprenant les interruptions techniques, les changements de plans et de lumières, observant les silences au bon moment. Deuxièmement, il jouait avec le naturel des gens ordinaires en manifestant par son regard, par ses mimiques, l'expression la plus intime et la plus naturelle de ses sentiments.* »

Kiarostami insiste par ailleurs sur le caractère strictement personnel des sentiments. « *Vous ne*

trouvez pas dans mes films des scènes de sexe. Mais l'amour, j'aimerais bien le montrer. »

Les personnages des films de Kiarostami ont toujours un chemin à emprunter, une colline à grimper, une route qui serpente à franchir. Ces chemins qu'on voit sont des chemins de cinéma. Le tracé rude et nu ou le chemin où un arbre pointe à l'horizon, ce ne sont pas des sentiers réels du paysage iranien. Et si un tracé réel a préexisté à la prise de possession par le cinéaste, c'est lui qui va transformer ce chemin ordinaire en voie royale pour notre imaginaire. « *La colline, je l'ai choisie comme symbole. Symbole de la distance à franchir pour rejoindre un ami...* » (à propos de *Où est la maison de mon ami ?*).

A la fin de *Et la vie continue*, « *un homme essaie de monter un chemin en Renault, il n'y arrive pas. Parallèlement, un autre homme grimpe avec beaucoup de peine, une bouteille de gaz sur l'épaule, symbole de feu et d'énergie. Et puis l'arbre visible à l'horizon, symbole de vie et de l'espoir.* »

« *Mais cette fois-ci, dans Au travers des oliviers, j'allais au-delà de l'amitié pour rejoindre l'amour, voilà pourquoi j'ai parsemé le chemin de fleurs et de verdure.* »

« *L'amour, l'éternel conversation des Hommes* » — Pour rejoindre la femme qu'il aime et qu'il veut épouser, dans *Au travers des oliviers*, Hossein traverse une forêt, un champ, à nouveau un champ planté d'oliviers. Elle le précède. Elle ne se retourne jamais... la caméra suit son mouvement élégant foulant la terre et la balayant avec son vêtement ample et souple. Nous ne saurons pas ce qu'elle lui aura dit. Mais c'est une des plus belles scènes d'amour du cinéma parce que tout reste dans le mystère des êtres, et leur intimité est respectée. Elle ferme le film, car c'est la dernière scène. Mais en nous, elle ouvre un espace de liberté, de réflexion, de silence et de poésie. ♦

HEIKE HURST
(« *Fondu au Noir* »)

Lille : 3^e édition du festival « Art et Anarchie » du 1^{er} au 15 avril (sans subvention ni publicité)

• 1^{er} avril - 18 h : concert Kochise et Schwarzenegger, en soutien à l'Anarchist Black Cross. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille), métro Rihour. 30 F.

• 2 avril - 11 h : parade avec AMA (Ariège), Alice... Marché de Wazemmes (M^o Gambetta).

• 2 avril - 17 h : bal folk avec AMA. Maison de la Solidarité, 68, rue du Marché, quartier Wazemmes (M^o Gambetta). 30 F.

• 3 avril - 17 h : conférence de presse, vernissage expo, pot, animation « noces et banquets », musique AMA. Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (M^o République). Exposition visible du 3 au 15 avril, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

• 3 avril - 19 h : repas végétarien. Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives (M^o Rihour). A partir de 20 F.

• 3 avril - 21 h : spectacle de contes avec Daniel Crumb et Eugène Euphébo, Maison de quartier du Vieux-Lille. 20 F.

• 4 avril - 20 h 30 : concert avec La Lune parle toute seule, Patrick Eudeline et Myriam, Daniel Darc (ex-Taxi Girl) sous réserve. Théâtre Massenet, Maison de quartier de Fives, rue Massenet (métro Fives). 30 F.

• 5 avril - 15 h : théâtre d'ombres pour enfants, « Le Tigre, le brahmane et le chacal ». Théâtre Massenet, Maison de quartier de Fives. 10 F.

• 5 avril - 21 h : orgue de Barbarie, accordéon, musique avec Gérard, AMA et Alice ; gueuloir public avec Eugène Euphébo. Café Le Sébasto, 47, rue Inkermann (M^o République).

• 6 avril - 20 h : film *Deux lions au soleil* de Claude Faraldo (en présence du réalisateur). Cinéma L'Univers, 14, rue Danton (métro Porte-de-Valenciennes). 30 F.

• 7 avril - 21 h : orgue de Barbarie, accordéon, gueuloir public. Café Le Relax, 48, place de la Nouvelle-Aventure (place du marché de Wazemmes), métro Gambetta.

• 8 avril - 15 h : conférence « Surréalisme et Anarchisme », avec André Bernard et Aurélien Dauget. Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet.

• 8 avril - 20 h : chanson française, avec Mathis Haug, Xavier (Almoyna)... Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives (M^o Rihour). 30 F.

• 9 avril - 11 h : parade avec AMA, Alice, Gérard, marché de Wazemmes (M^o Gambetta).

• 9 avril - 17 h : chansons de Ghislain Gouwy et Les Fruits défendus. Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^o Fives). 20 F.

• 9 avril - 19 h : concert ZPK, Jean-Paul II et son Immaculée... contraception, Barnabé et ses Atomes Mystiques, Peck-A-Boo, Poppy Field. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille). 30 F.

• 10 avril - 20 h 30 : le Théâtre des Rues présente « Balkans Express ». Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des Archives. 20 F.

• 11 avril - 19 h : Les Scraps fêtent leurs dix ans ! Le Thémis, 79, rue de la Monnaie (Vieux-Lille).

• 11 avril - 21 h : No Vibrato (jazz). Le lieu est à définir.

• 12 avril - 19 h : concert avec Silver, Phase Terminale, In Vitro. Le Thémis, 79, rue de la Monnaie. 30 F.

• 13 avril - 19 h : concert ragga avec Les Zarmazones, Hypnotik Gang, peinture collective avec Faoud, Gabriel.

Salle Imagine, 23, rue Alsace-Lorraine, à Saint-André. 30 F.

• 14 avril - 20 h 30 : adaptation en théâtre d'ombres de la BD sur Benoît Broutchoux, par Le Fil à la Patte. Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des archives (M^o Rihour). 20 F.

• 15 avril - 15 h : conférence : « Le roman noir », avec Gérard Delteil, Jean-François Vilar, Jean-Bernard Pouy et, sous réserve, Didier Daeninckx ; bourse aux livres subversifs (neufs et d'occasion) et table de presse. Mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies (métro Rihour).

• 15 avril - 19 h : concert Kochise, Schwarzenegger, UFD, Hypnotik Gang, Péniche Mosaïque, quai au Hull, à Dunkerque. 35 F.

Abonnement pour la durée du festival : 200 F (repas végétarien, boissons, concerts des 1^{er} et 11 avril non compris).
Abonnement de soutien : à partir de 250 F.

Informations, contacts, réservations, abonnements :
Collectif Festival « Art et Anarchie »
c/o Humeurs Noires, BP 79,
59270 Mons-en-Barœul.
Tél. : 20.56.92.75.

RENDEZ-VOUS

BAGNOLS-SUR-CÈZE (GARD)

Dans le cadre de la campagne « C'est de société qu'il faut changer, pas de président », les groupes FA du Gard et de l'Hérault vous invitent à assister à une conférence-débat, vendredi 24 mars, à 20 h 30, **salle D, Centre Léo-Lagrange, place Flora-Tristan (à côté de la piscine municipale) à Bagnols-sur-Cèze**. Entrée gratuite.

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA vous attend chaque samedi, de 15 h à 17 h, au **7, rue du Muguet**. Possibilité de débattre au sujet des SDF, d'AC !, des lois Pasqua avec le Comité antifasciste, des commandos anti-IVG, de la vallée d'Aspe, d'une éducation libertaire avec l'école autogérée Jacques-Prévert...

CARCASSONNE

Pour rejoindre la FA sur Carcassonne et sa région, contactez **Alain Votier, 2, rue des Puits, 11250 Leuc ou Olivier Clastres, 91, avenue des Corbières, 11700 Douzens**.

CERGY (VAL-D'OISE)

Une liaison FA est en constitution sur Cergy. Tous ceux qui désirent participer au développement des idées libertaires sur le département doivent contacter les **Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris)**, qui transmettront.

CHELLES

A l'occasion de la sortie du livre de Gaetano Manfredonia, *Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat, avec l'auteur, le samedi 25 mars, à 20 h 30, au local du groupe : **1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF)**.

HÉRAULT : MEETINGS ANTI-ÉLECTORAUX EN LANGUEDOC

Le groupe de Montpellier de la FA (BP 5555, 34072 Montpellier cedex) organise des conférences-débats sur le thème : « C'est de société qu'il faut changer, pas de président ».

- **SÈTE**, jeudi 23 mars, 20 h 30, **salle Tabouriech, Théâtre de la Mer**.
- **GIGNAC**, jeudi 30 mars, 20 h 30, **salle de l'ancien couvent**.

LUCEAU (SARTHE)

La liaison FA « Le Loir 72 » s'est constituée dans le sud de La Sarthe, à Luceau. L'objectif est la création d'un groupe dans la vallée du Loir. Pour contacter la liaison, écrivez aux **Relations intérieures**, qui transmettront.

SUD-OUEST : MEETINGS ANTI-ÉLECTORAUX

- **TOULOUSE**, samedi 1^{er} avril, 14 h, au **cinéma Rex (quartier Arnaud-Bernard)**, avec projection du film *L'Albatros* de Jean-Pierre Mocky.
- **CARCASSONNE**, vendredi 7 avril, 20 h 30, **salle Joël-Bousquet, mairie de Carcassonne**.

MARTINIQUE : BILAN DE 59 JOURS DE GRÈVE DANS LES BANQUES

Depuis janvier (cf. ML n° 991), les banques martiniquaises jouaient portes fermées. Après plus de 50 jours de lutte, les grévistes ont repris le chemin de leurs guichets, jeudi 16 mars.

Il est clair que les autorités, et particulièrement celles de l'Etat, ont décidé, du moins officiellement, de ne pas tenter d'intervention directe dans ce conflit. « *Je ne sais plus qu'elle est la solution. Ce que je peux dire, c'est que l'Etat n'en a plus !* » ; ainsi s'exprimait Jacques Bertholle, le directeur du travail, également président de la commission de conciliation, après le constat d'échec de la troisième réunion de la commission régionale de conciliation. Et pour cause !

Garcin Malsa (impliqué dans l'« affaire » TV Moon Martinik — *le Monde libertaire* n° 989) et d'autres élus venaient d'appeler à la grève générale de tous les secteurs, en soutien aux travailleurs des banques. « *Devant l'arrogance des Béqués (1), il faut être unis... sinon il y a danger. Danger de voir notre île nous échapper.* » Cet appel à la solidarité, quel que soient leurs divergences politiques, est son cheval de bataille. Il veut éveiller les consciences politiques dans une « métanation » (in *La Mutation Martinique*), sorte de fédération caraïbe, pour ne plus gérer l'assistanat. Ce terme de « nation » me heurte, et nous reviendrons prochainement sur l'ouvrage théorique de Garcin Malsa. Il a tout de même l'avantage de reprendre cette phrase de Bakounine : « *Il n'y a pas d'égalité politique sans égalité économique.* »

Mais pour en revenir à cette lutte, les grévistes ont obtenu une revalorisation de 10 points sur 14 (sur l'exercice 1995), partagée en 5 points en début et en fin d'année, 2 autres points seront considérés en commission paritaire. Et les 2 derniers négociés ultérieurement, dans le cadre normal des négociations salariales annuelles, dans les entreprises...

Les jours de grève seront payés et, fait surprenant, une grande nouveauté : les banques martiniquaises s'engagent à investir pour le développement de l'île, au lieu de réinvestir en Métropole.

Espérons que les banquiers ne participent pas à des projets douteux comme le gigantesque stade Dillon (banlieue de Fort-de-France), remplissable uniquement en période olympique par des vagues importantes de touristes, ou bien le célèbre vélodrome guadeloupéen de Baie-Mahaut.

Restons à l'écoute des luttes des Martiniquais et n'oublions pas de participer à la manifestation de soutien à TV Moon Martinik le 1^{er} avril, à 14 h 30, place des Antilles (Nation). ♦

CORINE
(gr. Louise-Michel - Paris)

(1) Béqués : « Blancs pays », héritiers des planteurs.

LILLE : DÉFILÉ CONTRE LA DIMINUTION DES POSTES AU CONCOURS DE RECRUTEMENT DES PROFESSEURS D'ÉCOLES

Une intersyndicale des enseignants du premier degré (SE-FEN, SGEN-CFDT, SNUIPP-FSU, SNE-CGC, SDEN-CGT et CNT-AIT) appelait à une manifestation le 22 mars à Lille pour protester contre la diminution du nombre de postes au concours externe de recrutement des professeurs d'écoles. Ces enseignants tenaient à témoigner de leur solidarité avec les étudiants en première année d'IUFM, dont la situation devient intolérable : 530 postes contre 745 l'an dernier, alors que le nombre d'étudiants en première année (1 400) et le nombre total de candidats (probablement 4 000) vont croissant. C'est ainsi que dans le Nord/Pas-de-Calais, on est passé de deux candidats pour une place (en 1992) à près de huit candidats pour une place (cette année).

Le ministre se révèle incapable, à moins d'un mois de la date du

concours, d'établir une prévision fiable sur les besoins en enseignants dans les années à venir. Il s'ensuit une politique en accordéon. L'intersyndicale revendique un plan pluriannuel de recrutement. Chaque jeune, quand il s'engage dans une formation, doit recevoir une information valable sur les chances réelles qui s'offriront à lui pour aboutir... ♦

ERIC DUSSART

MONTPELLIER : SQUATT DES ANCIENS LOCAUX DE LA CRAM

La Cour d'Appel de Montpellier a réduit le délai d'occupation des locaux de la Caisse régionale d'Assurance maladie (CRAM), autorisant l'expulsion des résidents à partir du 15 mai 1995. Elle a toutefois demandé le relogement des résidents actuels.

L'association « Vivre au Présent » s'élève contre ce jugement abject, qui sous couvert de compréhension teintée de paternalisme, essaie d'évacuer le problème sans rien résoudre de la situation des mal-logés et des sans-logis. Symbo-liquement, ce jugement a été rendu à la fin de la période d'hiver durant laquelle les expulsions sont interdites. Le délai de deux mois, étant une conséquence de cette période d'hiver, ne doit rien à une grandeur d'âme des juges.

Seule reste la mesure de relogement. Mais cette mesure ne s'appliquera vraisemblablement qu'aux mal-logés dénombrés lors du début des poursuites judiciaires.

Tous les jours, de nouveaux SDF viennent s'installer à la CRAM. Que deviendront-ils ?

« Vivre au Présent » appelle toutes les organisations qui se battent sur le terrain du logement à envoyer les mal-logés et sans-domicile s'inscrire à la CRAM, pour demander à bénéficier de ces mesures de relogements proposées. Il faut que les centaines de mal-logés et SDF déposent des dossiers de relogement ou bien se considèrent comme nouveaux squatters des locaux.

Le jugement est d'autant plus abject que les locaux de la CRAM, n'ayant pas encore été vendus, personne n'en a besoin dans l'immédiat... Sauf les occupants actuels.

« Vivre au Présent » appelle à une mobilisation forte, en vue de préparer toutes les actions possibles, afin d'empêcher la Préfecture d'accorder l'utilisation de la force publique pour évacuer les locaux. Manifestations, occupations... tout est à prévoir. Il faut lever le drapeau de la révolte. Le logement est non seulement un droit, mais aussi une liberté essentielle. ♦

« VIVRE AU PRÉSENT »
(BP 9223, Polygone cedex, 34000 Montpellier)

Associations

CLERMONT-FERRAND : A.G. A L'ATENEO

Les libertaires sont invités à assister à une assemblée générale le dimanche 26 mars, à 9 h, à l'**Ateneo (8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand)**, pour envisager la suite à donner aux activités de ce lieu.

FONTENAY-SOUS-BOIS : GALA DE SOUTIEN A L'ASSOCIATION « RÉCRÉATION » (RAPPEL)

Un gala de soutien à « Récréation » sera organisé le samedi 1^{er} avril à la **Maison pour tous de Fontenay-sous-Bois**, avec : Stompin'Crawfish (musique cajun de Louisiane), Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Sabine Viret, François Robert, Yves Uzureau, Michel Miramont, Jean Piero, Chantal Grimm et encore d'autres artistes.

Entrée : 30 et 50 F. Réservations à la **Maison pour tous, 26, rue Gérard-Philipe, 94120 Fontenay-sous-Bois**. Tél. : 48.75.05.21.

PARIS : REPAS DES AMIS CONTESTATAIRES

Le dimanche 2 avril, à partir de 12 h, aura lieu le « repas fraternel 1995 des amis contestataires » chez **Babette, 41, rue Championnet (M° Simplon), 75018 Paris**. Tél. : 42.64.71.80. Prix : 125 F (140 F avec l'apéritif). Menu au choix : hors d'œuvre à volonté, faux filet rôti printanier ou saumon grillé sauce estragon, avec pommes à l'anglaise, fromage, dessert, café, vin à volonté.

Réservation impérative et votre choix de menu, avant le 28 mars, auprès de **Suzanne Simon, 10 boulevard Carnot, 93250 Villemomble (CCP 24446 07M Paris)**. Tél. : 48.94.07.87.

EVRY : RÉUNION CNT-AIT SUR L'INSPECTION

Le syndicat CNT-AIT de l'Education de l'Essonne vous invite à assister à une réunion-débat au sujet de l'inspection, le mardi 4 avril, à 20 h 30, à la **MJC Evry-Village, place du Général-de-Gaulle, 91000 Evry**. Syndicat CNT-Education, rue de l'Ecole, 91000 Evry.

ARTIGUES : COLONIE DE VACANCES CNT-AIT

La colonie de vacances (pour les enfants) à Artigues (Ariège), organisée par le syndicat Interco de Paris, aura lieu du 15 au 22 avril. 30 places disponibles. Prix : 50 F par jour. Il faut réserver auprès du syndicat le mardi, de 17 h à 20 h, au **43.72.09.54**.

THONVILLE : ÉMISSION ANARCHISTE SUR RADIO BEFFROI (95.2 FM)

Le Collectif d'actions libertaires multilatérales (CALM) anime l'émission « Antidote » chaque mercredi, à partir de 19 h, sur les ondes de Radio Beffroi (95.2 FM), qui couvre la région de Metz-Thionville (voire Longwy et Luxembourg). **CALM, BP 281, 57108 Thionville cedex**.

MONTPELLIER : « LES CONVERSATIONS DE LA LICORNE »

Chaque premier et troisième samedi du mois, **place de La Canourgue**, ont lieu des rencontres d'un type nouveau, « Les conversations de La Licorne » : dans un lieu ouvert (la place), sans cadre idéologique (toute idée peut s'y exprimer, si elle est argumentée), des personnes se retrouvent pour débattre d'un thème décidé collectivement. Prenons tous la parole !

SOIRÉE de SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS (film, poésie, mime, musique, danse, expo photos...)

vendredi 24 mars à partir de 19 h 30

AGECA
177, rue de Charonne
(M° Alexandre-Dumas)
75011 Paris

40 F
(chômeurs/étudiants : 15 F)

Comité de soutien aux prisonniers politiques chiliens
33, rue des Vignoles
75020 Paris

SOMMAIRE

Page 1 : Pas une voix pour les marchands d'illusions, Elections aux chambres d'agriculture... une redistribution des cartes (suite p. 3).
Page 2 : La vie du mouvement (Parutions...)
Page 3 : Elections aux chambres d'agriculture... une redistribution des cartes (suite de la « une »), L'Hydre à deux têtes.
Page 4 : Virginie l'obstinée, A la petite semaine : « Fais-moi mal ! ».

Page 5 : Bordeaux : Sans-abri et mal-logés réquisitionnent à l'OPHLM, Nice : Une époque formidable, Rennes : Ker Lann...
Page 6 : Bakounine : « Ces pays où les nationalités sont mêlées... ».
Page 7 : « Au travers les oliviers » et le cinéma d'A. Kiarostami, Lille : 3^e édition du festival *Art et Anarchie*.
Page 8 : Rendez-vous, Associations, Brèves (Martinique, Lille, Montpellier).